

Initiatives ministérielles

• (2150)

Pour cette raison, ce budget est très injuste. Beaucoup de promesses ont été faites.

Le ministre des Finances, qui a lui-même été ministre des Transports deux fois et critique de son parti en matière de transports pendant des années, sait combien les Canadiens espéraient qu'il annonce un programme national de réfection des autoroutes, qui aurait fait de la route transcanadienne, pour ne citer que celle-là, une route conforme aux normes d'aujourd'hui, qui l'aurait sortie des années 50 et 60, où se trouvent encore une bonne partie de nos autoroutes, surtout celles du Nouveau-Brunswick et du nord de l'Ontario, qui n'ont encore que deux voies.

Les ministres des transports de toutes les provinces et des territoires ainsi que le gouvernement fédéral ont travaillé d'arrache-pied au cours des cinq dernières années pour élaborer une stratégie. Le ministre des Finances aurait pu l'adopter. Elle n'est pas parfaite, mais au moins, il y en a une. Nous savions combien cela coûtait.

Il y avait une norme de quatre voies sur laquelle on s'était mis d'accord et qui aurait augmenté la sécurité routière. Cela aurait pu favoriser la reconstruction économique d'un certain nombre de régions de notre pays, non seulement à cause des emplois de travaux publics qui auraient été créés, mais à cause des retombées pour Thunder Bay, pour Sault-Sainte-Marie ou pour Sudbury d'avoir de bien meilleures routes d'accès à ces localités pour faire du commerce. Le gouvernement avait cette possibilité. C'était prêt. Mais il n'a rien fait.

Il y a un autre domaine qu'il n'a pas même pas encore abordé depuis que le programme de travaux d'hiver a été supprimé par les libéraux il y a un certain nombre d'années. La Fédération canadienne des municipalités, les néo-démocrates et les libéraux ont demandé un programme d'infrastructure municipale.

Mme Finestone: Qu'avons-nous supprimé? Nous les avons complètement reconstruites.

M. Angus: Ce que vous avez tué, c'est le programme de travaux d'hiver, qui donnait de l'argent aux villes pour les aider à se reconstruire.

Le gouvernement a eu la possibilité de fournir des fonds qui auraient pu servir non seulement à reconstruire les villes, mais, ce qui est plus important, auraient fourni aux municipalités l'aide dont elles ont besoin pour se doter d'installations de traitement des eaux-vannes, pas seulement à Victoria, qui a fait les manchettes dernière-

ment, pas seulement à Thunder Bay, qui n'a que des installations primaires pour le traitement des eaux-vannes, mais aussi au Québec, où une grande partie des eaux-vannes sont déversées dans le fleuve Saint-Laurent.

Le gouvernement aurait pu investir dans l'environnement et dans les emplois. Mais il n'en a rien fait.

Il a préféré faire des réductions. C'est tout ce qu'il a trouvé à faire, tandis que, depuis cinq ou six ans, nous nous inquiétons de la viabilité de nos agriculteurs de l'Ouest. Tout ce qu'il a fait, c'est réduire de quelque 70 à 80 millions de dollars les subventions prévues dans la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.

Il faudra toujours transporter ces céréales, que ce soit à Vancouver, Prince Rupert, Churchill ou Thunder Bay, puis de Thunder Bay jusqu'à la voie maritime. Savez-vous qui paiera les frais supplémentaires? Ceux qui ont le moins de ressources, soit les agriculteurs qui ont déjà des difficultés financières. Cela veut probablement dire que d'autres agriculteurs feront faillite. C'est une vraie honte.

L'autre décision a été de bloquer les salaires des fonctionnaires pendant les deux prochaines années. Deux autres années en plus de celle-ci. Tout le monde adore s'en prendre aux personnes qui travaillent pour le gouvernement, mais nous oublions que ces personnes sont des consommateurs.

Elles habitent non seulement ici, à Ottawa, quoique beaucoup le font, mais également dans les villes et les villages d'un peu partout dans le pays. Elles font leurs courses au dépanneur, au supermarché et à la quincaillerie. Si leur pouvoir de consommation est amoindri parce que le gouvernement a gelé leurs salaires, cela signifie qu'il y aura moins d'argent remis en circulation dans la collectivité.

À mon avis, chaque dollar investi dans l'emploi rapporte au Trésor.

La plupart de ces changements sont vains. Prenons le cas des réductions apportées au programme FEDNOR, cet excellent programme qui apporte de l'aide aux entreprises du nord de l'Ontario. Il permet d'aider les nouvelles entreprises et vient d'être renouvelé après un examen approfondi. Or, que fait le gouvernement? Il réduit des fonds qui servaient à stimuler l'économie du nord de l'Ontario, tout comme il l'a fait dans les provinces atlantiques ou dans le cas de l'agence de développement de l'économie de l'Ouest. Ces mesures sont contre-productives.